

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 octobre 2026

Je dois compléter l'analyse que j'ai proposée dans la dernière causerie sur la situation politique en Espagne.

J'ai évoqué l'hypothèse d'une évolution révolutionnaire, mais cela pourrait très bien être le contraire, tandis que le fascisme se tiendrait toujours en embuscade en dernier recours.

Dans d'autres pays, c'est le front populaire qui pourrait être amené à monter au créneau, mais on ne voit comment, puisqu'il faudrait que les partis dits de gauche rompent avec le néolibéralisme qu'ils soutiennent à bout de bras depuis une quarantaine d'années, ce qui semble pour le moins improbable, aucun n'entend abolir toutes les lois anti-ouvrières ou les mesures antisociales qui ont été adoptées depuis les années 80, sans parler des lois liberticides, sachant qu'on leur doit certaines d'entre elles quand ils furent au pouvoir.

Même un parti comme LFI n'oserait pas y toucher ou alors à la marge, en échange d'une concession pour amadouer la réaction, ce qui aurait le don de produire exactement l'effet inverse.

Vive le soulèvement armé du peuple palestinien pour mettre fin à l'occupation coloniale anglo-saxonne-sioniste de la Palestine !

J-C – Macron et son gouvernement ne peuvent pas célébrer un génocide ou le sionisme et autoriser une manifestation qui les condamne.

À Paris, une manifestation « contre le génocide à Gaza » interdite ce 7 octobre - HuffPost 6 octobre 2026

Une manifestation organisée à Paris « contre le génocide à Gaza et pour le respect du cessez-le-feu », ce mercredi 7 octobre, a été interdite par le préfet de police de Paris, Patrice Faure. Ce dernier a indiqué sur X avoir pris un arrêté d'interdiction « à la demande du ministre de l'Intérieur », Laurent Nuñez.

« Dans un contexte de menace terroriste élevée et alors que les actes antisémites restent à un niveau historiquement haut dans notre pays, une telle manifestation, ce jour-là, fait peser des risques importants de troubles à l'ordre public », précise le préfet de Paris.

J-C – A part cela, ils ne sont pas du côté de « l'extrême violence » qu'ils condamnent chez les lycéens.

Qui a dit suite à la suspension des tireurs de grenades assourdissantes par les forces de l'ordre face aux lycéens?

- *"Emmanuel Macron est toujours du côté qui consiste à taper sur la police"*

Réponse : La facho Marine Le Pen au micro de BFMTV le 7 octobre 2026. Ils n'ont pas changé, ils n'ont rien changé, qui l'ignorait ?

En complément.

La rupture : C'est la liquidation de la retraite par répartition, le fascisme ! 140 milliards d'euros, qui dit mieux ou quasiment la même chose ? Edouard Philippe. Elle a copié sur lui ! Mes lecteurs l'ont déjà lu, pas vous ? Tant pis !

Présidentielle 2027 : Marine Le Pen promet "140 milliards d'euros nets d'économies" d'ici 5 ans - France 24/AFP 6 octobre 2026

Marine Le Pen appelle à la rupture. À six mois de l'élection présidentielle, la candidate du Rassemblement national a exhorté, mardi 6 octobre, les Français à choisir "une rupture politique", faute de quoi la France "*court vers le défaut*" de paiement.

Elle a aussi rappelé sa proposition d'instaurer une "*règle d'or budgétaire*" par référendum, pour imposer chaque année une diminution de la dette.

Marine Le Pen propose "*entre 15 et 20 milliards d'économies à terme*" pour réduire "*l'important déficit des retraites laissé par Emmanuel Macron*" afin de financer sa propre réforme et annonce "*la création d'un véritable pilier de capitalisation*".

"*Je vous confirme aussi que nous vous présenterons à cette occasion une grande réforme de la capitalisation individuelle et collective, et que je proposerai bientôt la création d'un véritable pilier de capitalisation*", a-t-elle ajouté.

Qui a dit ?

- "*Aucune consigne de retenue*" n'a été donnée aux forces de l'ordre, et "*aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à disposition des forces de sécurité intérieure*" non plus.

Réponse : Le ministre de la Répression, Laurent Nuñez. Le nazillon l'a confirmé en déclarant que les interventions des forces de l'ordre depuis le début du mouvement lycéen s'effectuent dans "*la plus grande proportionnalité*". Il a aussi expliqué que la "*très grande majorité*" des manifestants blessés le sont de leur propre faute ou celle d'autre protestataire. (BFMTV 6 octobre 2026 et FranceInfo 7 octobre 2026)

Dans le cas d'un lycéen qui a eu main arrachée à Lens, à cause de l'explosion d'une grenade de désencerclement.

Un copain de 70 ans qui habite à Bastille m'a dit au téléphone, que selon plusieurs témoignages concordant, il est établi que le flic qui a balancé cette grenade l'a dégoupillée, et il aurait attendu

plusieurs secondes avant de la balancer, de sorte que si un jeune la ramassait, immédiatement elle lui éclaterait dans la main et il perdrait sa main, et c'est exactement ce qui s'est passé. C'est donc un acte criminel prémédité.

Quant aux casseurs, ils ont tout des black-blocs du ministère de l'Intérieur, de flics, en observant attentivement les vidéos, on voit qu'il y a des adultes parmi eux, et les jeunes qui apparaissent là sont inconnus des lycéens ou ils ne sont pas scolarisés avec eux. Personnellement, je n'ai pas eu le temps de regarder des vidéos, j'ai lu je ne sais pas combien d'articles.

Ce qui les faits cauchemarder

AP - Les manifestants adolescents ont trouvé un écho au sein d'un mécontentement généralisé en France. Les frustrations vont au-delà des difficultés immédiates, telles que la flambée des prix du carburant due à la guerre en Iran, pour s'étendre à des préoccupations plus larges concernant les restrictions des dépenses publiques, la montée de la pauvreté et les inégalités de richesse sous Macron. AP 7 octobre 2026

J-C – Pour un peu on sera bientôt en ordre de bataille pour passer à l'assaut de la citadelle...

En famille. Les places sont chères pour se porter garant du "maintien de l'ordre" ou des institutions de la Ve République.

J-C- On verrait bien le fakir Ruffin Premier ministre de l'aristocrate de Villepin, non ?

Dominique de Villepin et François Ruffin se sont affichés lundi aux côtés de lycéens, déclinant plusieurs propositions communes et appelant à des « *réponses politiques* » et non « *policières* » à la mobilisation lycéenne.

A la veille d'un « *acte III* » du mouvement, les deux responsables politiques ont formé un tandem dans une brasserie parisienne, dialoguant avec plusieurs lycéens et représentants d'organisations de jeunesse.

La politique de maintien de l'ordre critiquée

« *Nos personnalités, avec leurs divergences, peuvent avoir une utilité. Le rassemblement doit primer sur le déchirement* », a lancé lors d'un point presse François Ruffin, tandis que Dominique de Villepin estimait de son côté que « *la jeunesse est au-dessus de tout ce qui peut nous diviser* ». 20minutes.fr 6 octobre 2026

J-C - Ils ont égrené plusieurs mesures qu'ils partagent dans le but que la jeunesse supporte mieux la condition d'esclave à laquelle ils les vouent jusqu'à la fin de leur vie.

Pourquoi Rima Hassan est indéfendable ?

Qui a dit : *"Personne ici n'accepterait que le drapeau russe soit exposé et il est tout à fait normal de s'y opposer au regard des crimes commis par la Russie" ?*

Réponse : Avec les applaudissements de l'OTAN !

L'eurodéputée insoumise Rima Hassan mardi 6 octobre, alors qu'elle est accusée d'avoir renversé des drapeaux israélien et européen lors d'une exposition au Parlement européen destinée à consacrer le soutien de l'UE à la phase finale du génocide des Palestiniens par l'Etat juif d'apartheid depuis le 7 octobre 2023.

C'est plus fort qu'eux, ils ne peuvent pas s'empêcher de nous rappeler qu'ils sont ignorants ou réactionnaires ou les deux à la fois !

Pour la petite histoire, si vous n'avez rien d'autre à foutre.

La présidente du Parlement européen Roberta Metsola a déclaré ce mardi 6 octobre prendre *"extrêmement au sérieux"* les accusations visant l'eurodéputée insoumise Rima Hassan.

Selon l'équipe de Rima Hassan, en quittant les lieux de l'exposition, elle *"a retiré le drapeau israélien de son support. Le drapeau de l'Union européenne, fixé sur le même pied, est alors malencontreusement tombé sous l'effet du déséquilibre. Aucun drapeau n'a été piétiné ni détérioré"*.

Depuis Paris, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a estimé que si les accusations étaient avérées, elles *"appellent de la part du Parlement européen des sanctions exemplaires"*. BFMTV 6 octobre 2026

J-C – Qu'elle se démerde avec eux ! Elle *« a retiré le drapeau israélien de son support. »*, vous voyez le niveau politique...

N'importe qui peut participer à ce scrutin censitaire qui se tient dans un panier de crabes percé

Primaire de la gauche : Plus de 140.000 personnes inscrites pour voter les 9 et 10 octobre - 20 Minutes avec AFP 6 octobre 2026

Le corps électoral rassemble notamment les militants de plusieurs formations politiques de l'espace social-démocrate : le Parti socialiste, Place publique et la Gauche républicaine et socialiste (GRS). Peuvent également voter les personnes ayant directement adhéré à la plateforme choisir2027.fr.

Le premier tour se déroulera les 9 et 10 octobre afin de départager les cinq prétendants. Si aucun candidat ne l'emporte dès ce premier scrutin, un second tour aura lieu une semaine plus tard, les 16 et 17 octobre. 20 Minutes avec AFP 6 octobre 2026

J-C - Est-ce que celui qui a été fini à la pisse va l'emporter, les médias en ont fait la promotion, le plus médiocre entre tous ? Est-ce que quelqu'un va tenter de fausser le scrutin ou a donné discrètement la consigne de participer à ce vote pour favoriser un candidat, je l'ignore, en principe c'est faisable.

Lu.

L'Europe approche du stade de mort-vivant.

Prix de l'énergie, prix du carburant, réserves de gaz historiquement basses, faillites d'entreprises, situation du marché de l'emploi, dette record, économies exsangues, récession (Allemagne, Italie), impopularité record des dirigeants (Merz, Macron), vol des élections et crise démocratique (Hongrie, Roumanie, Moldavie), insécurité, violence, et on pourrait encore en ajouter, mais le tableau est assez clair.

Les États-Unis s'en sortent un peu mieux, mais à peine.

D'ailleurs, ils viennent de concéder leur défaite définitive en Irak, en se retirant enfin du pays. Ils ont montré au monde entier que l'Iran, un pays sous sanctions depuis des décennies, pouvait les humilier, qu'ils n'ont plus la capacité industrielle de faire leurs guerres et même qu'ils n'ont (presque) plus de munitions. Leurs chars se sont montrés inadaptés et inutiles en Ukraine, tout comme leurs tactiques militaires, et ils ont un retard considérable sur les drones et sur l'hypersonique.

Résultat, de plus en plus de pays commencent à lâcher l'Ukraine plus ou moins ouvertement. Bien sûr, Merz vient encore de promettre un milliard. Mais son pays s'effondre, il perd toutes les élections et 82 % des Allemands le détestent.

Et quand Zelensky est venu mendier les fameux 27 milliards, l'Union européenne lui a répondu qu'il n'y avait plus d'argent et qu'il devrait se débrouiller autrement. Idem pour les aides réclamées en compensation de l'arrêt des exportations agricoles, conséquence des bombardements russes.

Roumanie et Pologne s'y opposent, et les Polonais vont plus loin, leur ministre des Infrastructures affirmant que son pays ne comptait pas augmenter le flux en provenance d'Ukraine pour compenser cette perte.

Diplomatiquement, même s'ils n'étaient pas non plus leur soutien le plus acharné, ce sont aussi les Sud-Coréens qui réclament des excuses à Zelensky et parlent même de sanctions à la suite de la trahison au grand jour d'un accord secret concernant des prisonniers nord-coréens.

À tout point de vue, on sent distinctement que quelque chose commence ouvertement à se déliter.
(RT)

Lu. La folie de la mondialisation.

Selon un rapport du cabinet Roland Berger.

Après l'énergie et les matières premières, le commerce international et l'industrie font face à une troisième dépendance qui s'accroît, celle de la géographie des passages maritimes, par où transitent 84% des marchandises échangées dans le monde, pointe un rapport du cabinet Roland Berger.

Des conflits armés aux cyclones tropicaux en passant par la sécheresse ou la piraterie, le rapport estime que les trois corridors qui concentrent le plus de risques pour le commerce mondial sont le détroit de Bab el Mandeb à une entrée de la Mer Rouge, le canal de Suez à l'autre extrémité, et le détroit de Taïwan situé entre la Chine continentale et l'île de Taïwan.

Au total, le rapport recense 14 des principaux canaux ou passages maritimes naturels qui raccourcissent les distances entre mines et usines ou entre usines et consommateurs, devenant ainsi *"l'infrastructure invisible de la mondialisation"*.

On y trouve le canal de Panama en Amérique centrale, les détroits danois qui ferment la mer Baltique, le Pas-de-Calais entre France et Royaume Uni, le détroit de Gibraltar entre l'Espagne et l'Afrique du nord, le canal de Suez, le détroit de Bab el-Mandeb, le cap de Bonne-Espérance à l'extrême pointe sud de l'Afrique, les détroits du Bosphore et d'Ormuz.

S'y ajoutent cinq corridors en Asie : le détroit de Bohai en Chine, le détroit de Corée entre la Corée et le Japon, le détroit de Taïwan, le détroit de Luçon entre les îles de Taïwan et les Philippines et le plus important couloir maritime, le détroit de Malacca, situé entre la Malaisie et l'Indonésie, *"par lequel passe environ 24% du commerce maritime mondial chaque année"*.

"La fermeture ou la restriction de l'un d'entre eux restructure, même temporairement, la géographie du commerce mondial", souligne le rapport.

Outre les conflits armés - la forme la plus visible de perturbation d'un point de passage -, l'étude pointe deux autres mécanismes qui génèrent des perturbations aux conséquences économiques mondiales : les accidents et le climat. AFP 7 octobre 2026

Ils les traitent comme leurs déchets !

UE : les sans-papiers désormais expulsables vers des pays tiers - RT 6 oct. 2026

Entré en vigueur le 2 octobre, le nouveau règlement européen encadre les procédures d'éloignement forcé des étrangers sous le coup d'une obligation de quitter le territoire d'un État membre. Les ressortissants algériens en situation irrégulière sont notamment concernés par ces dispositions.

Le texte permet de transférer certaines personnes expulsables vers des centres de rétention, désignés comme des « *hubs retour* », situés dans des pays tiers. Ces structures pourront être établies dans des pays respectant les normes internationales en matière de droits de l'homme, dont le principe de non-refoulement. Les mineurs non accompagnés sont exclus de ce dispositif, tandis que les familles avec enfants pourraient être concernées.

Les personnes visées pourront être soumises à des mesures de rétention prolongées et à des interdictions d'entrée sur le territoire européen pouvant atteindre dix ans, voire 20 ans dans certains cas. Les États membres pourront aussi reconnaître les décisions d'éloignement prises par leurs homologues, un mécanisme qui pourrait devenir obligatoire dans trois ans.

Le règlement instaure par ailleurs des sanctions pour les personnes refusant de quitter le territoire ou ne coopérant pas avec les autorités. Elles peuvent prendre la forme d'une réduction des allocations, d'amendes ou, lorsque le droit national le prévoit, de sanctions pénales.

Autre changement : les recours contre les décisions d'éloignement ne seront plus automatiquement suspensifs. Une expulsion pourra ainsi avoir lieu malgré l'introduction d'un recours, sous certaines conditions. Les autorités seront aussi habilitées à fouiller les personnes et leurs biens, et saisir certains effets personnels et appareils électroniques.

J-C – Selon la conception des « *droits de l'homme* » de l'UE, des pays comme le Rwanda, l'Ouganda, l'Ouzbékistan ou l'Albanie feront très bien l'affaire, pourquoi ne pas les envoyer en Israël ou en Argentine !

Casino. A tous les coups ils gagnent !

Les exportations de pétrole du Moyen-Orient reviennent à leur niveau d'avant-guerre, sans l'Iran - Euronews 5 octobre 2026

Les exportations de pétrole du Moyen-Orient, hors Iran, ont dépassé la semaine dernière leur moyenne d'avant-guerre, selon Kpler, les oléoducs permettant de contourner le détroit d'Ormuz malgré la poursuite des attaques contre la navigation.

Malgré les attaques visant des navires dans le détroit d'Ormuz, les exportations de pétrole brut en provenance de la région du golfe au Moyen-Orient, hors Iran, sont revenues en septembre à leur niveau d'avant-guerre, selon la société de suivi maritime Kpler. Ce rebond fait suite à des modifications des routes d'exportation de la région.

"Au moins 16,5 millions de barils par jour ont quitté la région entre le 1er et le 28 septembre, soit un niveau conforme à la moyenne d'avant-guerre hors Iran. C'est 10,5 millions de barils par jour de plus que la moyenne mensuelle de mars", a indiqué la société.

Cependant, 40 % de ces exportations contournent désormais le détroit d'Ormuz, contre 17 % avant la guerre, les oléoducs en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis offrant des routes alternatives cruciales. La plupart du brut qui franchit le détroit change de pétrolier au large.

Ces chiffres portent sur le pétrole brut et les condensats.

Les volumes d'exportation incluent les cargaisons passant par la mer Rouge, que les exportateurs utilisent de plus en plus pour contourner la tentative de blocus d'Ormuz par l'Iran. Environ un cinquième des approvisionnements mondiaux en pétrole transitaient par le détroit avant le conflit.

Les prix du pétrole restent largement au-dessus de leurs niveaux d'avant-guerre. Les contrats à terme sur le Brent, référence internationale, pour livraison en décembre, s'échangeaient à 102,25 dollars le baril lundi matin, tandis que la référence américaine West Texas Intermediate (WTI) s'échangeait à 90,50 dollars le baril. Euronews 5 octobre 2026

J-C - Et pendant ce temps-là, les autorités et les médias continuent de raconter que puisque le détroit d'Ormuz serait fermée, ce serait normal que le pétrole brut se renchérisse, ben voyons !

Les principaux actionnaires d'ExxonMobil (États-Unis), Chevron (États-Unis), Shell (Anglo-Néerlandaise) et BP (Grande-Bretagne) Gazprom (Russie), CNPC (Chine), NIOC (Iran), PDVSA

(Venezuela), Petrobras (Brésil) et Petronas (Malaisie) vont encore empocher des centaines de milliards de dollars.

Italie.

En Italie, fin des rabais fiscaux: Gazole en hausse, le transport routier menace des grèves - Euronews 6 octobre 2026

La fin des baisses d'impôts et le retard du décret sur les accises font remonter le prix du gazole ; les transporteurs menacent de grève, le gouvernement convoque les groupes pétroliers.

Le gazole augmente de 0,61 € par litre à partir de mardi, après l'expiration à minuit du dernier rabais fiscal sur les carburants. Faute de publication au Journal officiel du décret ministériel attendu, le mécanisme annoncé des "accises mobiles" reste à l'arrêt.

La fin des avantages a déclenché la réaction du secteur de la logistique. Assotir a lancé un "*appel à l'aide*", soulignant la gravité de la situation pour les entreprises.

"Le transport routier vit un moment dramatique et, s'il ne s'arrête pas pour protester, il s'arrêtera à cause du coût du gazole", a déclaré la présidente d'Assotir, Anna Vita Manigrasso.

Le secrétaire général de l'association, Claudio Donati, n'a pas exclu la proclamation d'une grève de la profession.

"C'est une arme ultime, car cela signifie arrêter le pays. Nous souhaiterions l'éviter, mais en l'absence de réponses, le gouvernement devra compter avec nous", a-t-il affirmé.

Parallèlement, le secteur privé a commencé à bouger. Eni a instauré le 28 septembre un prix plafond de 2,19 € par litre pour le gazole et de 1,99 € pour l'essence, pendant 30 jours sur le réseau Enilive.

En France.

Mardi matin 6 octobre, une très légère baisse se profilait. Le litre de sans-plomb 98 était affiché en moyenne à 2,173 euros, le sans-plomb 95 à 2,092 euros, et le gazole à 2,318 euros. Pendant que le G7 confirmait sa nouvelle mesure, les exportations des principaux pays producteurs semblaient revenues au niveau qu'ils affichaient avant l'attaque israélo-américaine sur l'Iran et le blocage du détroit d'Ormuz. De l'ordre de 18 millions de barils acheminés chaque jour.

Pour l'heure, cette baisse des prix ne se concrétise pas dans toutes les stations-service.

En Grande-Bretagne

Le prix moyen du gazole à la pompe a atteint un record au Royaume-Uni, à 199,52 pence par litre, soit 2,35 euros, selon les données officielles hebdomadaires publiées mardi par le gouvernement britannique, sur fond de problèmes d'approvisionnement liés au conflit au Moyen-Orient.

Et comme tout malheur n'arrive pas seul ! Les prédateurs y veillent !

Les restrictions de navigation dans le détroit d'Ormuz pourraient faire grimper les prix des céréales jusqu'à 80% - RT 5 oct. 2026

Les prix des céréales pourraient augmenter jusqu'à 80 % si les restrictions de navigation dans le détroit d'Ormuz persistent. C'est l'avertissement lancé par John Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, dans un entretien publié le 5 octobre par le *Wall Street Journal*. Après des mois de conflit, les difficultés d'approvisionnement en engrais menacent désormais les récoltes.

Les économies en développement et émergentes seraient les premières frappées par la hausse des prix alimentaires. Les Philippines, qui importent environ 90 % de leurs engrais, sont particulièrement vulnérables.

La Chambre de commerce internationale participe au groupe de travail de l'ONU chargé de chercher une solution pour rétablir le trafic dans le détroit. RT 5 oct. 2026

France. Cela craque de partout et ce n'est qu'un début.

Après « l'acte I » ce mardi 29 septembre au jour de la mobilisation nationale de la fonction publique, puis « l'acte II » le jeudi 1er octobre avec plus de 900 actions et blocages recensés dans le pays, « l'acte III » de ce mardi 6 octobre sera marquée par des manifestations plus classiques lancées à l'appel des organisations lycéennes.

L'Union syndicale lycéenne a appelé à un « *acte III massif, prudent et déterminé dans tous les lycées du pays* ». L'Union étudiante liste sur son site une trentaine de manifestations à travers le pays, dont à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Rennes ou Lille.

L'appel à la manifestation a été lancé par les organisations lycéennes a été suivi par d'autres mouvements. Ils ont notamment reçu le soutien d'une intersyndicale de l'Éducation nationale (FSU, CGT, FO, CFDT, Unsa, Sud et Solidaires) qui a appelé à « *tous les personnels et étudiants à rejoindre massivement les actions organisées notamment le 6 octobre prochain y compris par la grève* ». (J'ai censuré l'écriture inclusive de l'intersyndicale collaborationniste. – J-C)

La Confédération paysanne, troisième syndicat agricole, classé à gauche, a également appelé les agriculteurs à faire « *converger* » les « *colères* » et à rejoindre la mobilisation des lycéens avec leurs tracteurs.

Au niveau politique, les principales forces de gauche (La France insoumise, le Parti socialiste, les Écologistes et le PCF) ont aussi appelé à rejoindre la mobilisation. Plusieurs personnalités, comme la députée écologiste Pouria Amirshahi ou le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon ont également insisté pour que les adultes protègent la mobilisation des plus jeunes, notamment en portant un « *casque blanc* ».

- Des blocages qui se poursuivent

En parallèle des manifestations, les mouvements de blocage de lycées ne devraient pas s'arrêter. À Paris, la préfecture a interdit les rassemblements devant une quarantaine de lycées via un arrêté. «

Un peu plus de 200 lycées seront fermés et/ou en distanciel » en Île-de-France, a indiqué la région. À Nantes, les lycées privés de la métropole n'ouvriront pas leurs portes ce mardi, tandis que les établissements seront également fermés à Tours, à Toulouse, en Alsace et ailleurs.

Les universités se joignent également toujours plus au mouvement. « *On appelle à massivement bloquer tous les lieux d'études pour être en capacité de continuer à faire grandir la mobilisation et se retrouver avec une convergence des lycéens, lycéennes, étudiants, étudiantes, mais aussi des travailleurs et des travailleuses, d'autres secteurs qui commencent à nous appuyer* », a expliqué Eloïse Lefebvre-Milon, de l'Union étudiante, qui recensait une trentaine de sites universités bloqués déjà lundi.

"C'est l'ensemble des services publics qui est concerné par ce combat."

"On aimerait juste un bel avenir" : de Saint-Denis à Paris, lycéens, parents et enseignants convergent pour faire entendre leur voix - FranceInfo 6 octobre 2026

Depuis fin septembre, les blocages se multiplient en France, notamment en Ile-de-France, pour réclamer davantage de moyens pour l'Education nationale ou une réforme de Parcoursup. Le mouvement s'est tendu en fin de semaine dernière avec des affrontements et près de 7 000 interpellations, selon le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez. Malgré de premières annonces du gouvernement, notamment sur le remplacement des enseignants absents, les organisations lycéennes ont maintenu leur appel à la mobilisation.

"Pourquoi on n'a pas de moyens ?"

Devant le lycée Rosa-Parks, le début de matinée reste pourtant *"calme et bon enfant"*, comme le relève un policier présent sur place. Mais derrière l'ambiance légère, les griefs sont bien concrets. *"Ce n'est pas normal d'avoir moins de moyens qu'ailleurs parce qu'on vient de banlieue"*, résume Nour, 16 ans, tee-shirt ample rouge et noir rayé.

Tim, 15 ans, reconnaît que le lycée Rosa-Parks est plutôt épargné par rapport à d'autres établissements du département. Mais lui-même a commencé l'année sans professeur de sciences économiques et sociales pendant deux semaines et a passé une grande partie de l'année précédente sans prof d'espagnol.

Anna et Jihane, 17 ans, ne comprennent pas davantage le fossé qu'elles constatent avec Paris : *"Faut pas se mentir, Paris c'est juste à côté, mais pourquoi on n'a pas de moyens ?"* Elles racontent les journées de 8 heures à 18 heures entrecoupées de trous et les sorties culturelles annulées.

"Vous exigez la perfection, on subit la destruction", a écrit Natacha en grosses lettres sur sa pancarte. A 17 ans, cette élève de terminale qui espère étudier le droit à Sciences Po l'année prochaine résume : *"On aimerait juste avoir un bel avenir. Pas étudier dans des conditions pourries et finir au smic."* Natacha, élève de terminale au lycée Rosa-Parks à franceinfo

A quelques mètres, parents et enseignants font le même constat. *"Nos jeunes ont soif d'école"*, insiste Tania, 55 ans, la mère de Tim, représentante des parents d'élèves. Gilles et Catherine, enseignants dans l'école élémentaire située face au lycée, sont venus soutenir leurs anciens élèves. *"Ce sont les mêmes revendications que celles du personnel enseignant : les conditions d'enseignement, le budget"*, justifie Gilles.

Le constat dépasse largement les portes de Rosa-Parks. *"On n'a jamais vu une telle mobilisation"*, assure Louise Paternoster, secrétaire de la CGT Educ'action 93 et enseignante en maternelle à Saint-Denis. Elle voit dans le mouvement lycéen le prolongement du *"plan d'urgence 93"* porté depuis deux ans par les personnels éducatifs du département.

Fuites, fissures, volets défectueux... La syndicaliste décrit des établissements très dégradés et réclame *"un budget exceptionnel, sur le bâti et les postes"*. Dans sa propre école, raconte-t-elle, *"de l'eau souillée coulait dans les dortoirs des maternelles"*.

Devant le lycée, les élèves improvisent une estrade. *"Cet après-midi, on sera énormément place de la République. On aura finalement une voix qui porte"*, lance Nour. Puis c'est au tour de Cathy, enseignante de français et d'histoire-géographie, de monter sur un banc, mégaphone à la main.

"On est vraiment très fiers de ce que vous faites depuis plus d'une semaine. Il faut savoir que vous pouvez compter sur nous." Cathy, professeure de français et d'histoire-géographie devant le lycée Rosa-Parks

Elle rappelle qu'un tiers de ses collègues sont contractuels et que, l'année dernière, des élèves ont passé le bac *"avec 35°C dans les salles"*. *"Peut-être que vous pourrez faire bouger ce que nous, on n'a pas réussi à faire bouger"*, espère l'enseignante.

A mesure que la matinée avance, les violences et les milliers d'interpellations des jours précédents s'invitent dans les conversations. Plusieurs adolescents racontent connaître des élèves placés en garde à vue. Anna assure qu'un policier lui a *"foncé dessus avec sa voiture"* alors qu'elle déplaçait des poubelles lors d'un précédent blocage, avant de tenter de l'interpeller. Une de ses amies aurait été conduite au commissariat de La Courneuve. Nour s'agace, elle, de voir les violences de certains manifestants occuper tout l'espace médiatique : *"Et celles de la police ?!"*

La peur est suffisamment présente pour faire hésiter certains au moment de rejoindre Paris. *"Ça m'inquiète un peu, ça peut vite dégénérer"*, confie Natacha. Mahmuda, une lycéenne de 16 ans qui s'applique à la confection d'une pancarte *"La jeunesse emmerde le Front National"*, ira malgré tout.

"Il ne faut pas qu'on fuie. Il faut qu'il y ait du monde." Mahmuda, élève de première au lycée Rosa-Parks à franceinfo

Tim aussi sera dans le cortège, mais *"pas en tête"*. Sa mère Tania dit être *"choquée"* par les violences qui ont accompagné le mouvement, sans vouloir qu'elles éclipsent ses revendications : *"Ils sont très jeunes, mais ce n'est pas une raison pour écarter leur parole."*

Pour les enseignants présents, leur rôle cet après-midi sera donc aussi de protéger leurs élèves. Maud et Camille, professeures au lycée, disent n'avoir constaté aucune violence de leur part et s'indignent des gardes à vue de mineurs : *"Il y a une dichotomie : on considère qu'ils ne sont pas suffisamment adultes pour penser par eux-mêmes, mais quand il s'agit de réprimer, on les traite comme s'ils étaient adultes."* Louise Paternoster rejette, elle, les accusations d'instrumentalisation politique du mouvement.

"La jeunesse, c'est comme un ressort : à force d'appuyer dessus, ça nous saute à la gueule. Les élèves disent stop." Louise Paternoster, secrétaire de la CGT Educ'action 93 à franceinfo

Peu avant midi, pancartes sous le bras, les lycéens de Rosa-Parks quittent Saint-Denis. Direction le RER B, puis le métro, pour rejoindre la place de la République et se perdre dans le flot de manifestants.

A Paris, ce sont désormais des dizaines de milliers de manifestants (100 000 selon les organisateurs, 56 000 selon la police) qui convergent vers la place de la République, qui se remplit de banderoles et de pancartes. Au métro Jacques-Bonsergent, une cinquantaine d'élèves du lycée Henri-Bergson (dans le 19^e arrondissement de Paris) arrivent groupés, encadrés par des membres du personnel éducatif.

Sur la place, certains escaladent la statue pour y déployer leurs banderoles. Dans le cortège, les mêmes revendications circulent, mais ne viennent plus seulement de Seine-Saint-Denis. Gaby et Lucy, 17 ans, élèves de terminale au lycée Voltaire (Paris 11^e), considèrent leur présence comme *"un devoir"*. Elles savent leur établissement *"privilegié"* et disent justement manifester pour ceux qui le sont moins. *"On veut juste être écoutées, voir de vraies réformes, qu'il y ait des manuels, des profs bien payés"*, explique l'une d'elles, qui reconnaît avoir eu *"peur de venir"* après les affrontements des derniers jours.

Même dans les établissements parisiens réputés favorisés, les murs racontent parfois une autre histoire. Rose et Andrée, professeures d'arts plastiques à Voltaire, partagent avec leurs élèves *"les mêmes salles de cours, les mêmes conditions d'enseignement dégradées"*. Dans l'une d'elles, la température grimperait à *"35°C"* à partir d'avril et descendrait à *"11°C"* l'hiver.

"La réputation des lycées parisiens est à relativiser avec la réalité des locaux." Rose et Andrée, professeures d'arts plastiques au lycée Voltaire à franceinfo

Dans le cortège, les lycéens ne sont pas seuls : des étudiants sont venus soutenir leurs cadets, dans lesquels ils reconnaissent leurs propres difficultés. Adam, en première année de biologie à Cergy (Val-d'Oise), raconte avoir des amis *"obligés de dépenser des milliers d'euros chaque année"* dans le privé faute d'avoir obtenu une place à la fac.

Yaël, en deuxième année de droit-science politique à la Sorbonne, évoque des amphithéâtres trop petits, *"Tolbiac qui tombe en ruine"* et la précarité des doctorants et chargés de travaux dirigés (TD). Les lycéens, estime-t-il, *"ont eu le courage de faire ce que nous, on n'a pas fait."* Pour lui, leurs revendications dépassent désormais largement les portes de leurs établissements : *"C'est l'ensemble des services publics qui est concerné par ce combat."*

Le 7 octobre.

Les étudiants rejoignent la mobilisation des lycéens. Selon l'Union étudiante, au moins 80 campus universitaires étaient bloqués dans la matinée du mercredi 7 octobre. La veille, 60 avaient été recensés. Sciences Po Paris est notamment bloqué depuis mercredi matin, avec un face-à-face entre les étudiants et les forces de l'ordre. *"On ne va rien arrêter"*, a affirmé la porte-parole de l'Union étudiante, Sabine Kharbach, à la veille d'un nouvel appel à la grève et à manifester par plusieurs syndicats de l'Education nationale. Par ailleurs, selon le ministère, *"à la mi-journée, près de neuf lycées sur dix fonctionnent normalement"*.

Au total, *"459 établissements connaissent une suspension totale ou partielle des cours (276 totalement, 183 partiellement), contre 891"* mardi, précise le ministère de l'Education.

Environ 30 000 lycéens sont "privés de cours". Le ministre de l'Education nationale évoque un *"préjudice absolument énorme en termes de scolarité"*. Ils ne pourront pas se rendre en classe *"pendant plusieurs semaines"* dans les 24 lycées qui ont été *"incendiés ou saccagés"* depuis le début du mouvement, selon les dernières données.

L'IGPN a ouvert 18 enquêtes depuis le début du mouvement. Mâchoire brisée, blessures à l'œil, main arrachée... Le nombre d'enquêtes confiées à l'IGPN depuis le début du mouvement lycéen s'élève désormais à 18, a annoncé le ministre de l'Intérieur. Laurent Nuñez a également demandé que les grenades assourdissantes projetées par lanceur ne soient plus utilisées *"dans le cadre du mouvement lycéen, provisoirement"*. *"Il y a une action de police qui nous interroge tous au sein du ministère de l'Intérieur, c'est ce qu'il s'est passé à Lens"*, en référence au jeune de 15 ans dont la main a été arrachée.

La *"très grande majorité"* des manifestants blessés le sont de leur propre faute ou celle d'autre protestataire, explique le ministre de l'Intérieur.

"Chaque fois qu'il y a des violences et des dégradations, il y a nécessité d'une intervention de police (...) quand il y a intervention, on applique la proportionnalité", redit Laurent Nuñez. Il récuse le terme de *"répression policière"*.

"Cette révolte n'est pas du tout une révolte de court terme. Les revendications qui ont été mentionnées, qui sont des revendications de base – des enseignants, des tables, des chaises, des toits, une éducation qui fonctionne – et à peu près partout, de la même manière, sur tout le territoire, elles sont très anciennes ; dix, quinze, vingt ans parfois que ces revendications sont remontées." Fabien Truong, sociologue et enseignant à l'université Paris 8.

Avez-vous remarqué que lorsqu'on compte sur eux, il ne se passe rien ?

Colère lycéenne: Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il s'agit du *"plus puissant mouvement de jeunesse lycéenne et étudiante"* depuis mai 1968 - BFMTV 6 octobre 2026

Évoquant mai 1968, Jean-Luc Mélenchon rappelle la *"grève générale de 10 millions de travailleurs"*, l'*"organisation de la révolte des jeunes absolument généralisée"*, les *"centaines de véhicules brûlés, des milliers d'heures de manifestation, des rues entièrement dépavées"*. Tout ça *"sans qu'il y ait un seul mort"*, souligne Jean-Luc Mélenchon. (Sans que cela ne change quoi que ce soit, chut, il ne faut pas le dire ! – J-C)

"Parce que la police alors était dirigée par un préfet de police, le préfet Grimaud, qui avait compris que le maintien de la tranquillité n'était pas ce que l'on voulait en faire, c'est-à-dire une opération de rapport de force et de brutalité. Parce que les syndicats de police de l'époque avaient déclaré fermement que quiconque frappait une personne à terre se déshonorait. Comme on en est loin aujourd'hui, c'est à l'inverse." (Pour un peu il leur décernerait une médaille ! Il a raté sa vocation l'histrion du régime. – J-C)

Le leader de LFI cite en comparaison les mots de l'actuel ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui a déclaré concernant la répression des manifestations lycéennes: *"il n'y a aucune consigne de retenue et aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à disposition des forces de sécurité intérieure"*.

Jugeant la mobilisation de la jeunesse légitime, il rappelle qu'*"un établissement sur deux manque au moins d'un professeur"*, que 80% des salles de classe *"ont connu des températures supérieures à 30°C lors des canicules"*, que les emplois du temps sont *"totalement désorganisés"* et qu'en raison de Parcousup, il y a *"à cette heure plus de 100.000 jeunes qui n'ont pas d'affectation dans l'enseignement supérieur"*.

Alors que le mouvement pourrait encore prendre de l'ampleur mardi, puisqu'une vaste intersyndicale de l'Éducation nationale a appelé à participer aux mobilisations, le candidat à la présidentielle demande à ce que des Français se déplacent *"pour encadrer les manifestations des jeunes, pour les protéger contre l'éborgnement et les tentatives d'asphyxie par les gaz lacrymogènes"*.

"Pour cela vous pouvez mettre soit un casque blanc soit un brassard blanc sur votre bras pour qu'on vous reconnaisse comme une force d'interposition entre la violence policière et la manifestation, explique-t-il. J'ai bon espoir que nous soyons très nombreux, calmes, pacifiques, à la rencontre de nos jeunes pour les protéger et pour qu'ils puissent préparer leur avenir en le défendant eux-mêmes, comme nos générations l'ont fait." (Leur avenir sous ce régime, il est lourdement hypothéqué, mais il y tient apparemment, il s'en fout pour le peu qu'il lui reste à vivre ! – J-C)

Ils osent tout. L'*"ultraviolence (...)" doit être condamnée sans condition"*, mais pas un génocide !

Mis sous pression par la rue (et Emmanuel Macron), Sébastien Lecornu se résout à sortir du bois - HuffPost 7 octobre 2026

L'"ultraviolence (...)" doit être condamnée sans condition. Dans une démocratie qui fonctionne, on ne peut pas laisser un espace de tolérance à la violence", a déclaré le Premier ministre à la reprise de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, en appelant la classe politique à *"faire corps"* avec les fonctionnaires touchés par ces violences. (D'où la nécessité de détruire l'appareil répressif de l'Etat bourgeois ou des capitalistes. – J-C)

"Dans une démocratie qui fonctionne, la responsabilité individuelle des individus, des citoyens, y compris des mineurs, existe", "brûler un lycée n'améliore pas la situation bâtiminaire des lycées", et "lyncher un professeur n'améliore pas le taux de remplacement des professeurs", a-t-il développé, en réponse à une question du chef des députés Horizons Laurent Marcangeli. (Mais comme nous ne sommes pas « *dans une démocratie qui fonctionne* », la situation et tout ce qui en découle est de la responsabilité de l'Etat. – J-C)

"Il n'y a pas de service public dans la République sans que la classe politique ne fasse corps derrière" les fonctionnaires, a-t-il ajouté, en jugeant *"pas acceptable"* qu'il y ait *"une banalisation de cette violence contre les personnels de l'éducation nationale"*. (Comme s'il se souciait du bien-être des fonctionnaires en temps normal ! – J-C)

Lecornu a annoncé la suspension des cours dans les lycées de mercredi à vendredi, afin de permettre aux chefs d'établissement d'organiser un *"temps de démocratie interne"* avec les élèves. (Les syndicats et partis dits ouvriers devraient appeler à le boycotter. – J-C)

Totalitarisme. Un régime policier aux abois, en faillite, à abattre !

J-C – S'en prendre aux plus faibles, les matraquer, les gazer, pourquoi pas les tuer pour l'exemple, c'est conforme à la nature dictatoriale du régime en place, que tout le monde ou presque feint d'ignorer le reste du temps.

« La surenchère policière est hors de contrôle. Le nombre d'interpellations est plus élevé que pendant mai 1968 et au plus haut niveau depuis octobre 1961 pendant la guerre d'Algérie », a écrit sur X Jean-Luc Mélenchon, candidat insoumis à la présidentielle, ce 5 octobre. De son côté, Sophie Binet a déploré, dans une tribune publiée par Libération, que « jamais depuis Mai 68 un gouvernement n'a répondu de la sorte à une mobilisation lycéenne ».

« On n'a jamais vu ça en France », confirme Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS spécialisé dans les questions de police, auprès d'Actu. Et d'ajouter : « Une réponse aussi violente, alors que nous sommes très loin d'une situation émeutière comme lors des émeutes de 2005 ou de 2023... C'est hors norme ce qu'il se passe. »

Révolution Permanente détaille que sur la journée du jeudi 1er octobre, le nombre d'interpellés a été de 1.949 : *« Plus que lors des révoltes après le meurtre de Nahel (1.311 entre le 30 et le 1er juin 2023). Plus que n'importe quel acte des "gilets jaunes" (1.723, le 8 décembre 2018). »* Et de rejoindre le chef de file de La France Insoumise dans sa comparaison : *« C'est le plus grand nombre d'interpellations en un jour depuis le 17 octobre 1961 lorsque l'État a arrêté environ 11.500 manifestants pour les enfermer dans des centres de rétention. »* 20minutes.fr 7 octobre 2026

FAKE OFF de 20minutes.

Le bilan actuel des blocus lycéens est supérieur dans tous les cas de figure. 20minutes.fr 7 octobre 2026

Totalitarisme. Quand le Préfet convoque un tribunal d'exception.

Le préfet Alexandre Brugère convoque des parents de lycéens - HuffPost. 6 octobre 2026

Pour le député insoumis Ugo Bernalicis : *« Un préfet n'a pas à convoquer des parents pour leur faire la leçon sur leur prétendue responsabilité juridique à raison de faits qui n'ont pas été jugés, écrit-il sur les réseaux sociaux. Le préfet n'est pas un juge. La préfecture n'est pas un tribunal. »*

« Pour qui vous prenez-vous ? », renchérit la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale Mathilde Panot, en fustigeant une « pitrerie indigne » qui « viole l'article 11 du code de procédure pénale sur le secret de l'enquête et de l'instruction. » Comme ces élus, plusieurs avocats s'interrogent sur les réseaux sociaux sur *« le fondement et le cadre juridique de ces convocations »*. HuffPost. 6 octobre 2026

La réaction se déchaîne, place aux femmes, elles excellent dans cet exercice, reconnaissons-leur ce mérite !

Valérie Pécresse veut supprimer les aides de la région francilienne aux lycéens "qui seront sanctionnés pour avoir cassé" - BFMTV 6 octobre 2026

"Tous ceux qui seront sanctionnés en conseil de discipline n'auront plus accès aux aides de la région", lance Valérie Pécresse ce lundi 5 octobre. Invitée sur BFMTV, la présidente (LR) de la Région Île-de-France réaffirme au sujet des lycéens sanctionnés pour des dégâts en marge des mobilisations lycéennes: *"Ils sont responsables, ils n'auront plus d'aides."*

Pour bénéficier de ces aides, les jeunes franciliens, âgés entre 15 et 25 ans, doivent se connecter sur l'application Labaz. *"Nous rayerons de Labaz tous les lycéens qui auront été sanctionnés pour avoir cassé parce qu'ils sont responsables"*. Pour mettre en place cette mesure, la présidente de la Région entend *"demander la liste aux rectorats"*.

Elle indique vouloir également envoyer les factures aux parents des enfants qui seront condamnés par la justice. Ce lundi soir, le coût des dégâts depuis le début du mouvement est estimé à 7 millions d'euros dans la région.

Belgique.

Débordements lors de rassemblements scolaires en Belgique : arrestations à Liège et Charleroi - RT 5 oct. 2026

Des centaines d'élèves se sont rassemblés le 5 octobre en Belgique devant plusieurs écoles à Liège et dans le Hainaut. Des débordements ont eu lieu : jets de pétards et d'œufs, incendies. La police a procédé à une dizaine d'arrestations à Liège et utilisé une autopompe.

Estonazie.

L'hystérie autour de la «menace russe» : l'Estonie déploie ses troupes près de la frontière russe - RT 5 oct. 2026

Selon le *Financial Times*, l'Estonie, se défendant contre une «menace russe» imaginaire, rapproche ses unités de la frontière russe, construit de nouvelles bases et porte son budget de défense au niveau record de 5,4 % du PIB, soit une augmentation de 42 % cette année. Tallinn reconnaît toutefois que Moscou ne nourrit aucune intention hostile.

La suite relève de la démence, conforme à l'orientation de l'OTAN :

<https://rtenfrancais.tv/international/138694-hysterie-autour-menace-russe-estonie-deploie-troupes-frontiere-russe>

Palestine occupée.

J-C - Le massacre quotidien continue.

Deux morts à Gaza dans une frappe israélienne, trois ans jour pour jour après les attaques du 7-Octobre 2023 - BFMTV 7 octobre 2026

L'hôpital Al-Shifa de la ville de Gaza a fait état de deux personnes tuées lors d'une frappe. La Défense civile de Gaza a identifié l'une d'elles comme étant un bénévole au sein de cette agence qui fait office de service de secours d'urgence sous l'égide du Hamas.

Algérie.

J-C - Les Français vont bientôt pouvoir immigrer en Algérie !

Algérie : le projet de loi de finances 2027 inclut des hausses de salaires et exclut les taxes pénalisant le pouvoir d'achat - RT 5 oct. 2026

Le Conseil des ministres algérien, présidé par le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, a adopté, le 4 octobre, le projet de loi de finances (PLF) 2027 dont les grandes lignes avaient été dévoilées le 30 septembre dernier. Lors de la réunion, le président de la République « *a ordonné l'inclusion des augmentations de salaires – conformément à ses engagements envers les Algériennes et les Algériens – dans le projet de loi de finances 2027* », indique un communiqué de la présidence.

Lors de son entretien avec les représentants de la presse nationale, le 3 octobre, le président avait fait part de son engagement « *à parachever l'augmentation de 53 % des salaires et je réitère cet engagement. Le versement de ces augmentations se fera à partir de l'année 2027* ». « *Si les conditions le permettent, cette mesure sera appliquée en une seule tranche, dans le cas contraire, elle se concrétisera en deux tranches* », a-t-il précisé.

Le communiqué de la présidence a indiqué que le président avait ordonné l'exclusion de « *taxe supplémentaire susceptible de porter atteinte au pouvoir d'achat des citoyens, qu'il s'agisse de la classe moyenne ou des personnes à revenus limités* ». Le PLF 2027 repose sur quatre priorités fixées par le chef de l'État, à savoir la croissance, la diversification économique, le soutien à l'investissement productif et la préservation du pouvoir d'achat, à un moment où le gouvernement tente officiellement d'endiguer l'inflation et de contenir les prix des produits essentiels en agissant sur les coûts de production et de logistique.

Le PLF prévoit également la poursuite et la consolidation des programmes d'investissements publics en matière d'éducation, de santé, d'habitat et d'infrastructures.

En complément.

Algérie: le président Tebboune fustige la flambée des prix alimentée qu'il impute aux «intermédiaires» - RFI 6 octobre 2026

En Algérie, les intermédiaires qui génèrent des profits sur des biens de grande consommation commettent, selon le chef de l'État algérien, « *un crime contre le peuple* ». La hausse des prix,

notamment des fruits et des légumes, s'explique en partie par une production agricole limitée à cause des feux de forêt durant l'été, atteignant des niveaux historiquement hauts. Un kilogramme de tomates coûte près de 150 dinars, autrement dit 93 centimes d'euro, soit plus de deux fois son prix en période normale.

Même si Abdelmadjid Tebboune balaie d'un revers de main les rumeurs d'une flambée des prix jamais vue depuis plus de 60 ans, il accuse sans détour les intermédiaires qui « *profitent de la situation pour accroître leurs marges* ». Un mélange de spéculation et de cupidité de la part de ceux qui profitent de la situation et que le président Tebboune qualifie de « *parasites* ».

Le chef de l'État algérien promet de sévir rapidement pour ne pas laisser ces pratiques s'installer. Première mesure prise : l'intervention de l'État entre la production et la consommation des biens. « *Les prix baisseront dès demain* », a-t-il affirmé. Dans le même temps, le gouvernement algérien a plafonné à 90 dinars, soit environ 56 centimes d'euro, le prix de vente au détail du kilo de pommes de terre, un produit très consommé en Algérie. RFI 6 octobre 2026

Mali.

J-C - On sent une pointe de déception, de dépit ou de regret dans la rhétorique des journalistes sur commande de l'AFP.

Mali: l'armée reprend la ville stratégique de Kidal, désertée par les rebelles - AFP 6 octobre 2026

L'armée malienne, appuyée par les paramilitaires russes de Africa Corps, a repris mardi le contrôle de la ville stratégique de Kidal, désertée par les rebelles touareg qui ont effectué "*un repli stratégique*".

Cette reprise de Kidal, bastion de la rébellion, représente une victoire pour l'armée malienne, qui en avait été chassée en avril par le Front de libération de l'Azawad (FLA) et ses alliés jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda.

J-C - En fait de "*un repli stratégique*", juste avant ils avaient été copieusement bombardés, et ils ont préféré prendre la fuite avant l'arrivée de l'armée malienne et ses alliées de l'Africa Corps, je n'invente rien, mais cela recadre les choses :

AFP - "*Nous n'avons rencontré aucune résistance. Nous avons fait le travail en amont en bombardant les positions de l'ennemi et desserré progressivement son emprise. Nous sommes sur place*", selon un autre officier de l'armée a indiqué à l'AFP.

Selon plusieurs sources contactées par l'AFP, la ville de Kidal est actuellement largement vidée de ses habitants. AFP 6 octobre 2026

J-C - Voyez-vous ce qui est épuisant, c'est qu'il faudrait passer derrière eux et corriger la totalité des informations que l'AFP livre aux médias ou à ses clients, évidemment c'est impossible pour un seul homme, puisque personne ne veut m'aider à faire ce travail ingrat mais utile, car c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils manipulent en permanence les consciences, ce qui contribue à les orienter dans une direction conforme à leurs intérêts politiques.

Si vous ne me croyez pas, je suis tombé sur un autre article qui confirme ce que j'ai écrit :

RFI - Depuis qu'elle est passée aux mains des indépendantistes du FLA et de leurs alliés jihadistes du Jnim, liés à al-Qaïda, la ville est régulièrement ciblée par des frappes aériennes de l'armée, qui ont détruit de nombreux bâtiments. Depuis dimanche 4 octobre, ces frappes se sont intensifiées. Des bombes ont été larguées sur et près de la ville de Kidal.

L'armée, dans un communiqué diffusé lundi soir, revendique des « *frappes de précision* » et « *de nombreux terroristes neutralisés* ».

La reprise de la ville serait un symbole fort au crédit des autorités de transition, qui avaient été humiliées par la défaite d'avril dernier. RFI 6 octobre 2026

J-C – Chut, pour l'Agence Française de Propagande, il ne faut pas le dire, gloire à l'Empire français !